

Situation des entreprises de l'UES au 28 février 2018

Les comptes cumulés à fin février 2018	ER	LE
Publicité régionale commerciale	- 5,33 %	- 4,37 %
Publicité régionale PA	- 9,77 %	- 10,64 %
Publicité nationale commerciale	- 26,09 %	- 36,10 %
Publicité nationale PA	- 40,79 %	- 37,88 %
Total publicité	- 9,17 %	- 10,27 %
Diffusion	- 2,30 %	- 4,04 %
Résultat d'exploitation	- 2 552 K€	- 231K€

Comptes internet cumulés à fin février 2018	ER	LE
Publicité	206 k€	61 k€
Diffusion web - Autres produits	192 k€	38 k€
Chiffre d'affaires net	398 K€	99 K€

Situation des entreprises

ER : le mois de février est un peu meilleur en publicité et selon Christophe Mahieu, directeur général, le mois de mars serait mi-figue, mi-raisin. La publicité nationale souffre depuis le début de l'année et mars s'annonce comme la météo, plutôt morose. Le résultat d'exploitation serait quant à lui, à la hauteur de février 2017, si on ne tient pas compte des provisions pour congés payés qui vont se réguler progressivement d'ici le mois de mai.

VM. - La tendance publicitaire est sensiblement identique à celle de l'ER. Le résultat d'exploitation affiche une baisse sensible par rapport à l'an dernier.

Diffusion. - La baisse de la diffusion se poursuit pour les deux titres mais Christophe Mahieu précise : « on est un peu meilleur depuis le début de l'année ». Dans les faits, la diffusion baisse un peu moins que l'an passé et reste dans les tendances de la profession.

Web. - La pub web est toujours en hausse sur les deux titres. Cependant, l'audience augmente plus mollement en février à L'ER, contrairement à Vosges Matin où elle poursuit sa progression.

Les élus en ont profité pour rappeler que la charge de travail supportée par les équipes augmente toujours plus pour arriver à ces résultats.

GPEC

Benoit Rocher du cabinet June Partners, est venu présenter aux élus la démarche de GPEC. Le calendrier présenté aux élus paraît bien serré. Tous les secteurs de nos entreprises devraient être touchés par de nouvelles organisations de travail, des métiers qui vont évoluer ou disparaître et un accompagnement individuel des salariés d'ici au premier semestre 2019.

Pour Benoit Rocher, « l'objectif est de pouvoir adapter les compétences de chacun aux nouveaux défis de demain. Il faut accompagner les salariés et leur permettre de voir

clair sur la suite des évolutions. » Dans son esprit, il faut travailler sur la pyramide des âges, « un outil indispensable à la transformation et à l'innovation de nos titres ».

Les élus de l'EstMedia demandent depuis de nombreuses années la mise en place de cette démarche de GPEC, jusqu'ici restée sans réponse. Comme il n'est jamais trop tard pour bien faire, ils ne peuvent qu'adhérer à cette démarche. Cependant ils estiment qu'il ne faut pas confondre vitesse et précipitation. Ils n'ont pas manqué de rappeler à la direction que dans cette période de grande transformation et de mutation, la stratégie est plus que jamais de mise et que les salariés doivent connaître les projets d'investissement et les possibilités offertes pour satisfaire les lecteurs et annonceurs quel que soit le support. A ce stade cela reste flou.

Rédaction

« **Les retraites première classe** » de la SNCF. - Les élus de l'EstMedia ont dénoncé la parution d'une page intitulée « Les retraites première classe » de la SNCF, parue dans le journal daté du 22 mars et dans le programme télé du dimanche 26 mars. Christophe Mahieu assume avoir validé en personne cette publicité. « Pour moi, il n'y a pas de diffamation, elle a été payée et cela est légal », ajoute-t-il. Pour les élus, l'association à l'origine de cette publicité paraît pourtant douteuse. Des lecteurs se sont même offusqués de cette publicité.

C'est vrai que la déontologie de Christophe Mahieu, pourtant patron de presse, ne paraît pas faire partie de son vocabulaire et il semblerait que seul l'argent mène sa pensée. A noter que la direction de la rédaction est restée aux abonnés absents pour faire barrage à cette publication venimeuse. Des journaux réputés ont quant à eux, refusé de publier cette publicité qui prône la discrimination de salariés contre d'autres. Le règne de l'argent l'emporte désormais dans nos entreprises de presse. Celui qui peut se payer une publicité, même nauséabonde, a visiblement tous les droits. Dans un journal qui doit être gage de démocratie et éclairer la population, que vont en penser les lecteurs ?



Journalistes menacés par des opposants à Bure. Trois journalistes ont été menacés par les opposants au projet de Bure et empêchés de couvrir l'audience du TGI de Bar-le-Duc le lundi 19 mars. Jean-Marc Lauer, rédacteur en chef, leur a demandé de se retirer pour éviter que les choses ne s'enveniment. Il a également pris contact avec le procureur de la République et la préfète de la Meuse. « Des mesures pourront être prises pour protéger les journalistes », a souligné Christophe Mahieu. Dans cette affaire, la direction n'a pas souhaité déposer de plainte. Les élus ont rappelé qu'à une certaine époque, le rédacteur en chef prenait la main dans « L'édito » pour dénoncer certaines pratiques. « Il ne faut pas forcément entretenir ces dérives, cela ne solutionne rien et souvent, cela produit l'effet inverse », argumente le directeur général.

Partenariat avec Suez sur le web. - Un partenariat avec Suez a été signé avec l'ensemble des titres du groupe pour la publication d'articles sur le web. « Ces articles sont rédigés par le BIG à partir d'informations fournies par Suez ». Pour les élus, ce partenariat n'est pas clairement identifié et les lecteurs peuvent être trompés par ces « informations » également publiées sur les réseaux sociaux. « Nous débutons ce partenariat et il regarder à faire des ajustements », ajoute Christophe Mahieu. Les élus seront vigilants pour éviter un mélange des genres, qui a tendance à s'étendre. Là encore, insidieusement, le pouvoir des puissances financières paraît l'emporter...

Déroulé du tabloïd. - Le Républicain Lorrain, imprimé sur nos rotatives depuis le mardi 27 mars, est passé de fait au format tabloïd avec de son côté, quelques assouplissements dans son déroulé, notamment au niveau des Temps Forts. Les élus ont interpellé la direction pour savoir si ces « ajustements » allaient être étendus à nos titres. « On ne s'interdit rien. Il faut effectivement que l'on s'adapte à l'actualité », précise Christophe Mahieu.

Digital First. - Les élus ont souhaité connaître le calendrier de mise en place du projet Digital First et des négociations qui en découleront. « On communiquera sur le sujet quand on sera plus avancé et on discutera avec les organisations syndicales », a assuré Christophe Mahieu, avant d'ajouter : « L'idée est de démarrer avant la fin de l'année. Il y a, avant cela, beaucoup de petites choses à régler, comme les outils à mettre en place... ». C'est toujours mieux d'avoir les bons outils pour se lancer dans une telle aventure.

Christophe Mahieu fait partie d'un groupe de travail qui réfléchit à l'étude du kiosque numérique dans le cadre du Digital First. « Les discussions sont actuellement suspendues avec SFR. On s'oriente plus vers une offre payante et nous effectuerons des tests avec certaines éditions locales. Nous sommes également en pour-parler avec Orange », note le directeur général.

Vente

Modification des horaires du CRC et ouverture le samedi. - Pour répondre aux besoins de notre clientèle depuis la fermeture des accueils sous l'ère Wicker, les délégués de l'EstMédia réclament l'ouverture du CRC (Centre relations clients) les samedis et dimanches matin. En effet, les appels des abonnés sont généralement interceptés par des salariés qui ne peuvent, hélas, pas donner une réponse professionnelle à leurs demandes. Ce qui n'est pas le cas du Crédit Mutuel, qui lui, se targue d'être élu le n°1 de la relation client, au travers d'une publicité parue dans nos colonnes.

Gérald Rébora, responsable de ce service est donc venu présenter aux élus du Comité d'entreprise un projet de réorganisation qui devrait être mis en place à partir du mois de mai. Les horaires d'ouverture du lundi au vendredi seront modifiés, soit une prise de poste à 8 h au lieu de 8 h 30 pour s'adapter aux attentes de la clientèle et le samedi matin, deux salariés seront présents de 8 h à 12 h. Enfin, la direction s'est engagée à renforcer ce service et va mettre en ligne un appel d'offre. Les élus ne peuvent qu'approuver ces choix.



Divers

Externalisation de la comptabilité. - Les élus de l'EstMedia ont souhaité en avoir le cœur net. Va-t-on externaliser la comptabilité de l'Est Républicain et Vosges Matin ? « Non », affirme Sabrina Gharbi, DRH adjointe. Enfin une réponse claire de la direction.

L'info. - Marie-Hélène Mantovani, médecin du travail sur le site d'Houdemont sera remplacée à compter du 1^{er} avril par Colette Lefèvre qui arrive de Vittel.